

Voie pro : Le politique percute frontalement notre outil de formation

Le SEA-UNSA s'associe au **mouvement de grève du mardi 18 octobre** sur la réforme de la voie professionnelle. Les annonces faites, encore floues, ne sont pas du tout rassurantes sur les orientations prises par le président et sa ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels. Pire, elles ne semblent absolument pas prendre en compte le contexte et la réalité de nos établissements. **Encore une fois l'enseignement agricole se retrouve tributaire de décisions qui lui échappent et qui entre en contradiction avec son esprit même.**

L'annonce principale concerne l'augmentation de 50% des périodes de PFMP des élèves. Sur quel temps va être pris cette augmentation ? Sur les heures d'enseignement général ? Sur celles de matières techniques ? Les conséquences concrètes de cette annonce sont assez vertigineuses, à commencer par la remise en cause des grilles horaires des référentiels de diplômes. Quel avenir dans ce contexte pour la réforme du tronc commun de bac pro en cours de déploiement ? Nous nous y étions opposé mais nous dénonçons le fait qu'une décision politique unilatérale puisse potentiellement balayer les choses sans tenir compte d'un calendrier déjà engagé.

Structurellement, cette réforme va avoir un impact dans nos établissements dont l'ampleur n'a absolument pas été anticipée. Elle va potentiellement entraîner un remaniement profond de l'organisation et du mode de décompte de nos services. Ce sont des sujets de fond qui ne peuvent pas être décidés et imposés sans concertations.

Les voies de formations scolaires sont souvent chez nous entremêler, les collègues y interviennent indistinctement qu'ils soient PCEA ou PLPA. Dès lors, toucher à l'organisation d'une voie de formation va en cascade affecter l'ensemble du système.

Nous partageons les constats posés sur les difficultés actuelles de la voie professionnelle (décrochage entre 1^{ère} et Terminal, difficultés ou renoncement à poursuivre après le bac, orientation par défaut), mais pour nous la solution n'est certainement pas de rallonger la durée des PFMP. Renvoyer aux mondes professionnels la charge de former les jeunes nous semble particulièrement dangereux car insuffisant, c'est la complémentarité de ces temps différents de formation qui doit être améliorée.

Nos formations ne sont pas là pour simplement fournir de la main d'œuvre aux professionnels, elles sont là pour donner un avenir aux jeunes et aux territoires sur lesquels ils vivent.

Ci-joint le communiqué intersyndical.

Pour donner suite à l'envoi d'un courrier intersyndical au ministre du MASA le 23 septembre dernier, une rencontre en visio est programmée le 5 octobre prochain. Nous y serons pour défendre les spécificités de l'enseignement agricole.